

Monsieur,

J'ai bien pris connaissance de vos courriels par lesquels vous attirez mon attention sur les difficultés rencontrées par de nombreux citoyens français, et je vous en remercie.

Les dernières semaines à l'Assemblée nationale et en circonscription ont été rythmées par les mouvements des « gilets jaunes » qui ont exprimé une vive colère.

Cette colère, les députés du Groupe Socialiste et Apparentés la comprennent et la partagent, ils savent qu'elle est ancienne et profonde. C'est une crise à la fois sociale, écologique et démocratique que le Gouvernement a précipitée par ses décisions injustes et brutales comme par son attitude. Je me suis rendu sur différents ronds-points dans le département pour comprendre le mouvement et j'ai pu y avoir des échanges directs et courtois avec les manifestants.

Il aura donc fallu un mois de mobilisation des Françaises et des Français pour que le Président de la République prenne enfin des mesures pour soutenir le pouvoir d'achat des Français et esquisse un semblant de mea culpa. Les concessions faites sont les bienvenues, mais ne sont pas à la hauteur des attentes (les socialistes avaient formulé des propositions de soutien au pouvoir d'achat à hauteur de 25 milliards d'euros dans une proposition de loi remise au Premier ministre) et ne répondent pas à la demande de justice fiscale exprimée par les Français. Le gouvernement a, en effet, défendu mordicus la suppression de l'ISF (Impôt Sur la Fortune) et soutenu qu'il ne changerait pas de cap.

- Rehausser le seuil d'application de la CSG applicable aux retraités est bienvenu, même si le seuil de 2000 € est trop éloigné du prix moyen d'une maison de retraite.
- Inciter les entreprises à verser une prime de fin d'année est bienvenu, même si cela concerne essentiellement les grandes entreprises et crée des inégalités avec les salariés des PME. Par ailleurs le gouvernement en exclut les fonctionnaires, en particulier les catégories B et C aux revenus très modestes.
- Défisicaliser et désocialiser les heures supplémentaires est bienvenu pour ceux qui en font mais cela risque de se faire au détriment de l'emploi qui patine et du chômage qui stagne : le rythme des créations d'emplois, en effet, a été divisé par trois en 2018 par rapport à 2017. La mesure Sarkozy avait conduit à la destruction de 100.000 à 150.000 emplois entre 2008 et 2012.
- Augmenter la prime d'activité de 100 € est bienvenu, mais force est de constater que nous sommes loin de l'annonce du Président de la République puisqu'un salarié au SMIC sur deux n'y aura pas droit. Si l'on prétend vouloir que le travail paie, il faut qu'il paie pour tous et surtout pour toutes ; le choix fait par le gouvernement consiste essentiellement à considérer comme un revenu d'appoint le salaire des femmes dans le ménage, curieuse façon de servir la grande cause nationale de l'égalité femme-homme.

S'agissant de la prime d'activité, il y a donc tout lieu de demeurer vigilant. Le Président a parlé de 100€ mais en réalité il ne s'agit que de 90 €, le delta correspondant à la revalorisation mécanique du SMIC. Par ailleurs, le Gouvernement a-t-il l'intention de geler la revalorisation de la prime d'activité en fonction de l'inflation. Dans ce cas cela signifierait en réalité 82 euros par mois pour une personne au SMIC en 2019 puis 77 au 1er avril 2020... soit déjà 1/4 en moins !

L'ensemble des mesures annoncées, ajoutées à la suppression de la hausse des taxes énergétiques, devrait coûter plus de 10 milliards d'euros. Le Président de la République ne reviendra pas sur les cadeaux fait aux plus riches (ISF, flat tax, exit tax), ni sur la transformation du CICE en baisse de charges. Dès lors, les annonces seront essentiellement financées par les Français eux-mêmes (le déficit public d'aujourd'hui c'est l'impôt de demain).

Depuis 18 mois, nous n'avons cessé d'alerter le Gouvernement sur l'injustice de sa politique : chaque fois, nous avons mis sur la table des propositions alternatives et concrètes, qui malheureusement ont été systématiquement balayées par la majorité. Avec l'ensemble des députés et sénateurs socialistes nous avons remis au Premier Ministre un proposition de loi de « sortie de crise », avec des mesures immédiates de pouvoir d'achat et de justice fiscale :

- La ré-instauration de l'ISF pour rétablir la justice fiscale dans notre pays.
- L'annulation de la nouvelle hausse des taxes sur le carburant, le fioul domestique et le gaz, prévue pour le 1er janvier 2019.
- La mise en place d'une nouvelle version du chèque énergie. Pour 3,7 millions de Français qui en bénéficient aujourd'hui, nous proposons d'y inclure le carburant en plus des composantes chauffage, électricité et isolation.
- L'augmentation de la prime d'activité, avec l'objectif que son montant atteigne 180 euros par mois pour les personnes rémunérées SMIC.
- Limiter la hausse de la CSG aux seules pensions équivalentes à plus de 3000 euros par mois pour un retraité célibataire.
- L'indexation des retraites sur la base de l'inflation.
- Le renforcement des compétences du conseil national de la transition énergétique.

Dans un débat dominé par la question de la justice sociale et fiscale, nous avons proposé un « référendum d'initiative partagé », prévu par la Constitution, proposant le rétablissement de l'ISF. Son déclenchement nécessite la signature de 185 parlementaires et le soutien de 10% des électeurs inscrits sur les listes électorales (environ 4,6 millions).

Dans toute la troisième circonscription des Landes, je souhaite aller à la rencontre des citoyens pour échanger et débattre de l'actualité, des projets et initiatives en cours et à engager.

Un premier café citoyen aura **lieu le samedi 12 janvier à Saint-Sever, à ma permanence parlementaire**; je vous invite à y participer ou à prendre l'attache de mon secrétariat pour convenir d'un rendez-vous.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.

Restant à votre disposition, je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments dévoués.

Boris Vallaud

Député des Landes